COMMUNIQUE DE PRESSE Bruxelles, jeudi 10 septembre 2009

Crise laitière: la Coordination Européenne Via Campesinasoutient les producteurs de lait en grève et appelle à des actions complémentaires.

La crise laitière s'aggrave dans l'Union Européenne. L'inertie et l'absence de volonté politique des gouvernements et de la Commission Européenne engendrent la colère et le désespoir des producteurs[1]*. Dans ce contexte, une grève du lait est lancée ce jeudi en France, à l'initiative du European Milk Board.*

La Coordination Européenne Via Campesina soutient et soutiendra les producteurs et productrices de lait en grève.

Elle appelle les organisations paysannes à entreprendre des actions de blocage des laiteries, des usines de fabrication de poudre de lait, ainsi que des centres de stockage de poudre de lait (pour éviter un déstockage briseur de grève).

Elle appelle les consommateurs à soutenir la revendication des producteurs pour un prix du lait à la production qui reconnaît la valeur de leur travail et pour une limitation des marges entre la production et la consommation.

Elle appelle les contribuables à refuser que le budget de l'UE serve à exporter des produits laitiers à des prix en-dessous des coûts de production (dumping), qui ruinent la production laitière locale dans les pays du Sud.

C'est la mauvaise politique laitière qui est responsable de la situation de surproduction: il faut en changer, comme nous l'avons proposé ces derniers mois. Il s'agit d'abord de réduire la production du pourcentage nécessaire pour équilibrer le marché et faire remonter les prix à la production. Il s'agit de le faire proportionnellement au volume de production par actif de l'exploitation, les petits producteurs ne subissant pas de baisse.

Il s'agit aussi de lancer un débat européen sur les modes de production laitière. A quelques mois de la conférence climatique de Copenhague, l'UE ne peut plus défendre un modèle de production intensif basé sur l'importation de soja d'Amérique latine, transformé en excédent de beurre et de poudre de lait. Non seulement cette dépendance rend l'UE très vulnérable sur le plan stratégique, mais elle va de pair avec des dégâts environnementaux et sociaux tant en Amérique Latine qu'en Europe.

L'UE n'a pas le droit de parier sur la résignation des producteurs. Elle peut, elle doit résoudre rapidement cette grave crise. Elle doit changer la politique laitière pour obtenir la légitimité économique, sociale, environnementale, et internationale nécessaire pour affronter les défis immenses qui nous attendent.

contacts : Lidia Senra +34 609 84 5861 - René Louail +33 6 7284 8792, membres du Comité de coordination

[1] Voir lettre ouverte ECVC à l'UE du 1/9 et le communiqué ECVC du 8/9. www.eurovia.org